



Le Lex 2000 (2001-2006)

Coincé entre le chemin de fer, la chaussée d'Etterbeek et la rue de la Loi, l'immeuble des Assurances populaires et de la Maison du Travail, propriété d'associations gravitant autour des syndicats chrétiens belges, faisait bien piètre figure dans le quartier Schuman en pleine mutation. Les deux branches en forme de "L" de 7 étages voisines du Résidence Palace présentaient une façade banale et sans rythme, recouverte de dalles de pierre blanche noircie sur sa façade officielle et de briques jaunes dans les tréfonds de la chaussée d'Etterbeek. Sa construction, dirigée par l'architecte de Borgerhout, Jozef-Louis Stynen, s'est déroulée en deux phases successives, en 1962 et 1969. Il occupait l'emplacement



d'une série d'hôtels particuliers compris entre les n° 121 et 147 de la rue de la Loi et de maisons des n° 44 à 60 de la chaussée d'Etterbeek. Le plus prestigieux devait sûrement être l'hôtel d'Antoine Dansaert, construit par Henri Beyaert (p. 450) en 1860.

Confortée par des promotions immobilières réussies dans le quartier – le centre Albert Borschette et le Breydel – la BACOB se penche tout naturellement sur la valorisation de son patrimoine immobilier propre. Pour la cause, la société coopérative Maison du Travail se métamorphose en société anonyme de promotion immobilière, LEX 2000, référence assez lourde à la modernité dans une rue de la Loi qui n'en finit pas de se murer. De préférence à une rénovation, elle se décide pour une reconstruction intégrale du site qui lui permettra de densifier l'occupation du sol. La perspective de l'élargissement de l'Union européenne à 10 nouveaux membres devrait permettre de trouver facilement preneur. En l'occurrence, le secrétariat du Conseil de l'Union européenne se montre d'autant plus intéressé qu'il lui manque des salles de réunion et des bureaux dans le Juste Lipse, dont l'extension vers la chaussée d'Etterbeek est exclue.

La première esquisse présentée par la Société Espace Léopold (p. 336) pour le compte de la BACOB à la fin de l'année 1998 était trop gourmande pour éviter un rejet unanime des autorités bruxelloises. Le fallacieux prétexte d'en faire une porte de ville avec le Charlemagne pour pendant n'est manifestement pas passé. La hauteur de la tour de forme elliptique, imaginée par le bureau Jaspers et Eysers, a dû être réduite de plus de 20 mètres – soit 15 étages au lieu des 20 initialement prévus – pour préserver à la fois la prééminence du Berlaymont voisin et les servitudes de vue vers et à partir des

arcades du Cinquantenaire. Un sous-sol de trois niveaux abrite des locaux techniques et deux plates-formes de parking totalisant moins de 200 emplacements, en raison de l'excellente desserte du quartier en transports publics. Le rez-de-chaussée du côté de la chaussée d'Etterbeek est occupé par un vaste restaurant protégé par une baie vitrée. Il est surplombé par l'entrée principale et les accès carrossables, précédés par une esplanade arborée.

Au rez-de-chaussée de la rue de la Loi, une place a été créée en amont pour regrouper l'entrée principale de l'immeuble, la sortie du métro et de la gare et l'accès à l'escalier public descendant vers la chaussée d'Etterbeek. Celui-ci a été exigé pour faciliter la circulation piétonne entre les deux niveaux de voirie. La partie droite de l'immeuble a été dégagée sur deux niveaux pour créer un effet de transparence du bâtiment au travers d'un immense vitrage courbe. Les huit salles de conférences occupent partiellement les étages centraux.

Pour compenser le quasi-quadruplement de la surface administrative de l'immeuble, ses propriétaires ont été obligés de financer la rénovation en logements du bloc arrière du Résidence Palace et la construction d'un nouvel immeuble à appartements en face, au coin de la chaussée d'Etterbeek et de la rue de Pascale.

Après la démolition de l'ancien complexe, les travaux de fondation ont été entamés en mai 2004. Entre-temps, Immomils Development, filiale de la Compagnie immobilière de Belgique, avait acquis la moitié des actions de Lex 2000. Un an plus tard, le Conseil de l'Union européenne signait une convention d'emphytéose assortie d'une option d'achat sur l'ensemble.

